



# Défendre et prolonger les acquis du Parti

A. Behar - F. Dalbert - C. Dubois - H. Leclerc -  
J. Malterre - G. Massiah - J. Petit - J.-M. Vincent

Les signataires de cette tribune libre ont participé depuis des années, depuis le V<sup>e</sup> Congrès pour la plupart d'entre eux, à la direction du Parti. Comme les autres membres de la direction sortante, ils assumaient la responsabilité des décisions prises pour l'application concrète des orientations décidées par les Congrès et les Conseils nationaux. Ils ont pensé au cours des derniers mois, qu'au terme d'une évolution rapide, le PSU devait préciser ses choix stratégiques et remanier ses structures. Le Parti avait donc besoin que s'instaure un débat aussi large que possible, sans souci de ménager des situations personnelles.

Ce débat a été ouvert en fait dès les premières assemblées ouvriers et paysans avant le Conseil National d'Orsay. Malgré ses déficiences, la discussion a déjà permis une large confrontation des expériences concrètes et maintenant, chacun dans le Parti doit en tirer les conséquences. La publication, par le TS spécial 499 de six textes d'orientation dont certains se recoupent sur des points importants, montre que le Parti prend ce débat au sérieux. C'est déjà un acquis du Congrès de Lille. A comparer les réponses que les uns et les autres ont apportées, on mesure le chemin parcouru depuis Dijon. Si nous croyons qu'il a été bon de n'avoir pas entravé cette recherche par des prises de position précoces, risquant de figer le débat, nous pensons cependant qu'il est normal que des dirigeants donnent maintenant leur position.

Préciser ces choix d'orientation, c'est ce qu'ont fait des membres de la direction dans deux textes et notamment Michel Rocard dans le texte « Vers la victoire socialiste ». Puisque nous avons fait partie de la même direction qu'eux, il est normal que nous disions aux camarades pourquoi nous n'avons pas signé ce dernier texte, pas plus que nous n'avons approuvé toutes les analyses faites par notre secrétaire national dans son rapport à la DPN de février 1971, car nous préférons la discussion sur le fond à la polémique. Nous devons dire en même temps quelle est notre conception de la direction du Parti puisque le texte dont Arthuys

est le premier signataire, se présente comme la seule base sérieuse pour la constitution de la direction du Parti.

Le texte affirme d'abord que la situation de l'Europe occidentale et de la France n'est pas révolutionnaire, ce qui n'est pas faux, mais il en déduit que le PSU doit se préparer « à une maturation de la crise qui peut être longue » et il définit alors une pratique, que pour notre part, nous jugeons attentiste et dépourvue de volonté offensive, en ne tenant pas compte de l'importance et de la nature des combats ouvriers et paysans les plus récents. Ensuite, il s'essaie à définir la « classe révolutionnaire » sans préciser à aucun moment le rôle central que joue le prolétariat industriel. Il n'est pas surprenant, alors, qu'il dénonce les ambiguïtés possibles dans l'interprétation du mouvement politique de masse, sans se préoccuper de l'essentiel, à savoir la progression et la jonction en une force unique des différents mouvements de masse qui se dessinent aujourd'hui. Ceci l'amène en définitive à une sous-estimation des divers instruments de renouvellement du mouvement ouvrier (rôle des assemblées de base, etc.).

Mais, le texte nous semble particulièrement critiquable lorsqu'il aborde le problème du PCF. Il prétend que le PCF n'a pas de stratégie réformiste, mais une stratégie frontiste. C'est introduire une confusion là où les choses devraient pourtant être claires, après le Conseil National d'Orsay qui avait montré que l'intégration du PCF au régime bourgeois devenait irréversible. Le PCF a une tactique frontiste avec la social-démocratie et l'aile gauche de la bourgeoisie parce qu'il a une stratégie réformiste. Aujourd'hui, il ne peut plus envisager de prendre le pouvoir comme dans les démocraties populaires après la Seconde Guerre mondiale grâce au poids diplomatique et à la force militaire de l'Union Soviétique. Sa seule perspective est de rechercher la participation au pouvoir avec d'autres forces sur sa droite. C'est le résultat que Marchais attend pour les élections de 1973. C'est pourquoi il est parfaitement inexact de dire que le PCF à travers sa politique anti-monopoliste pourrait remettre en cause la propriété

privée des moyens de production ; quelques nationalisations supplémentaires ne peuvent avoir cette signification. Nous savons que la pratique du PCF ne se réduit pas à celle du réformisme classique (voir à ce sujet le n° 4 de « Critique Socialiste »), mais nous disons clairement que son orientation doit être battue et son appareil mis en échec si l'on veut avancer vers le socialisme. Après l'offensive Marchais contre le courant révolutionnaire (depuis le 3 mai) la question est moins académique que jamais. Toute tactique de front unique mise en pratique par notre parti doit être subordonnée à cet objectif décisif.

Dans les longs développements consacrés au mouvement syndical, on cherche en vain des réponses précises sur la façon de mettre fin aux oscillations qui ont marqué la pratique du Parti dans les entreprises (tendances au syndicalisme pur ou à la désertion du front syndical). Signalons aussi qu'il n'y a pas de position claire sur le problème de la prise de pouvoir (la condamnation de l'insurrection armée n'est pas une politique) et que nous avons droit à des considérations étonnantes sur les forces nouvelles (sic) que représentent les GAM. En parallèle, nous avons une phrase tout aussi surprenante sur le gauchisme qui « risque de provoquer un durcissement autoritaire du régime ». Sous une phraséologie révolutionnaire, se cachent mal un esprit timoré qui accumule les précautions et la volonté de ne pas se lier le mains. En réalité, c'est une remise en question d'acquis du Parti sur cinq points fondamentaux. (Classe ouvrière, prise du pouvoir, PCF, syndicats, phénomène « gauchiste ») que l'on peut discerner à travers l'analyse que nous venons de faire et la demande d'un bureau homogène sur cette base ne peut apparaître que comme une demande de blanc-seing.

Nous pensons en revanche que le moment est venu de fixer plus concrètement les tâches des militants au stade actuel du processus révolutionnaire. A cet égard, nous considérons que la définition des objectifs politiques pour la période actuelle et les thèmes d'orientations pour la victoire de la ligne de masse qui sont proposées par le texte Nord - Rhône « Un seul ennemi, une seule lutte » apportent une contribution très importante au débat et devraient servir, après d'éventuels amendements, d'axe pour l'action du PSU. C'est pourquoi, sans pour autant minimiser les apports d'autres textes, ce texte nous semble la meilleure base de travail.

Il indique donc à notre sens la bonne direction. Mais, il comporte aussi un certain nombre d'insuffisances que les amendements des sections

et fédérations devraient pouvoir combler. Il aborde de façon correcte, mais trop succincte le problème de l'unité des révolutionnaires. Il faudrait préciser que le Parti doit prendre des initiatives qui auront pour but de modifier les comportements de la majeure partie de la nouvelle extrême-gauche, de la lier aux différents fronts de lutte, de faciliter les mutations nécessaires pour lui faire éviter les écueils du sectarisme et du triomphalisme (tout pour l'organisation, les masses n'ont plus qu'à appuyer) ou à l'opposé du spontanéisme et du populisme (l'action révolutionnaire surgit d'elle-même, sans pratique révolutionnaire) et cela dans l'esprit de la résolution de la DPN du mois de mai (voir le 1<sup>er</sup> TS spécial sur le Congrès),

Nous pensons également que quelques précisions sont nécessaires quant au mouvement politique de masse en tant que réponse unifiante face à l'adversaire capitaliste. Le mouvement politique de masse ne peut être confondu avec le mouvement spontané des masses, il n'implique aucune dilution ou disparition des organisations du mouvement ouvrier, mais au contraire une collaboration étroite, des échanges approfondis entre partis, syndicats et organismes du type conseil, entraînés ensemble dans un processus de compénétration de plus en plus profonde avec les masses. Il est un objectif et non une donnée permanente, et ne peut naître que d'une progression de la conscience politique et de l'auto-organisation.

Dans cette perspective, notre Parti doit être effectivement un Parti ouvert, c'est-à-dire, un Parti susceptible d'apprendre, de rectifier son orientation sous le coup de l'expérience, mais cela n'exclut nullement la rigueur organisationnelle nécessaire pour aboutir à cette centralisation politique croissante des combats internes et externes à l'entreprise, qui est elle-même indispensable à la maturation d'une crise sociale révolutionnaire.

La prise en considération de ce texte nous conduit-elle à le considérer comme la base d'accord pour la formation d'une direction homogène qui désormais fixerait au Parti sa ligne de conduite jusqu'au prochain Congrès ?

Ceci serait en contradiction avec nos conceptions et ici également nous partageons les vues de ce texte « Un seul ennemi, une seule lutte » ; « si nous sommes d'accord pour ne pas faire du Parti une avant-garde auto-proclamée, omnisciente par rapport aux masses, n'ayons pas l'outrecuidance de mettre en place une direction elle-même avant-garde omni-compétente par rapport au Parti ».

Certains camarades mettent en avant le mythe d'un Bureau National homogène ; c'est à juste titre que le texte que nous défendons s'oppose à cette conception au nom de l'efficacité, de la cohésion du Parti, de la cohérence de notre système d'organisation avec le projet politique dont nous nous prétendons porteurs.

Nous savons que les militants du Parti reprochent à la direction sortante de ne pas avoir fait face à toutes les tâches ou de les avoir remplies en ordre dispersé. Ils se plaignent de ce que le Parti n'offre pas la même image dans chaque département ou ne retienne pas des solutions identiques à propos de chaque lutte sur les différents secteurs. Pensent-ils sérieusement que cela est dû au manque d'homogénéité de la direction ? La vérité, c'est que le Parti est lui-même non homogène et ce n'est pas à coups d'ukases de la direction que l'on poursuivra le vaste travail de transformation commencé il y a maintenant quatre ans.

Le problème est de savoir si, pour affronter la période à venir, il faut une équipe soi-disant homogène (celle que présente M. Rocard l'est-elle vraiment ?) ou une direction reposant sur une base politique élargie. Nous avons vérifié que les débats que n'organisent pas la DPN se développent hors d'elle et que les initiatives que ne prend plus le BN surchargé se développent indépendamment de lui, ce que chacun peut déplorer mais que nul n'a le droit de reprocher aux militants actifs.

Vouloir imposer au Parti une direction nationale homogène il faut le dire, ce n'est pas renforcer l'efficacité du Parti, c'est au contraire l'appauvrir. L'unité du Parti ne peut s'affermir que dans la confrontation des opinions, la discussion

constante, le réajustement permanent de la tactique et de la théorie en fonction du rapport dialectique qui doit les unir. En tout état de cause, le débat aura lieu : il s'agit seulement de savoir s'il se poursuivra dans les organes réguliers du Parti et d'abord à sa direction ou à l'extérieur des structures régulières avec toutes les tentations centrifuges qu'une telle situation entraîne pour les minorités, comme avec toutes les tentations bureaucratiques qu'une telle situation entraîne pour la majorité. Nous pensons que la direction qui sortira du Congrès doit comporter au niveau du bureau national :

— une majorité de camarades ayant défendu l'orientation majoritaire ;

— des camarades connus pour le rôle qu'ils jouent dans les luttes ouvrières, universitaires, paysannes, même s'ils n'ont pas jugé possible compte tenu de leurs « responsabilités » de signer tel ou tel texte ;

— des camarades représentatifs des différents courants existant à la DPN, sans la moindre exclusive, à la condition, bien sûr, qu'ils acceptent les orientations majoritairement décidées par le Congrès, mais sans que cela implique pour eux la renonciation à la poursuite du débat politique dans le cadre et dans les formes prévues par le Congrès lui-même (revues du Parti, bulletin intérieur, conseils et congrès nationaux).

Ces propositions — que nous nous engageons à respecter nous-mêmes, si le texte que nous soutenons rallie la majorité des délégués — sont susceptibles croyons-nous de faire progresser la recherche du Parti et d'écartier les tendances au fractionnement ce qui est la double exigence pour le progrès de tout le Parti. ■